

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 1996-1997

---

2 SEPTEMBRE 1997

---

## Proposition de loi réglementant le contrôle médical

(Déposée par Mme Maximus  
et M. Olivier)

---

### DÉVELOPPEMENTS

---

Il y a lieu de doter le contrôle médical, les médecins-contrôleurs et les organisations chargées du contrôle médical d'un statut adapté. Il faut, avant tout, que le contrôle médical, qui a fait l'objet de nombreuses dispositions légales et réglementaires, soit de qualité. Il doit être effectué par des médecins ayant une formation et une expérience spécifiques qui soient totalement indépendants des employeurs — qui leur confient des missions — ainsi que des organisations de contrôle. Cela signifie que les médecins-contrôleurs doivent pouvoir communiquer leurs constatations à l'abri de toute tentative d'orienter leur opinion dans un sens déterminé (on pense surtout, en l'espèce, aux pressions économiques).

La proposition qui vous est soumise vise à répondre aux préoccupations précitées. Pour que l'on puisse garantir la bonne qualité des actes médicaux, il faudra que les médecins-contrôleurs attestent d'une formation et d'une expérience complémentaires et de leur agrément par une commission *ad hoc* indépendante, agrément à la suite duquel une autorisation leur est délivrée par le ministre de l'Emploi et du Travail.

Le contrôle médical, au sens large, ne peut donc être effectué que par des médecins agréés. Leur agrément constitue déjà une garantie partielle d'indépendance. Cette indépendance doit toutefois être garantie également pour ce qui est des organis-

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 1996-1997

---

2 SEPTEMBER 1997

---

## Wetsvoorstel houdende reglementering van de medische controle

(Ingediend door mevrouw Maximus  
en de heer Olivier)

---

### TOELICHTING

---

Een aangepast statuut inzake medische controle, controleartsen en controleorganisaties dringt zich op. De medische controle, vervat over tal van wettelijke en reglementaire bepalingen, moet in de eerste plaats aan de eis van degelijkheid beantwoorden. Zij moet uitgevoerd worden door artsen met een bijzondere scholing en ervaring, die volledig onafhankelijk staan tegenover de werkgevers, van wie ze opdrachten krijgen, alsmede ten opzichte van de controleorganisaties. Dit betekent dat de controlearts zijn bevindingen moeten kunnen meedelen zonder onder welkdanige (in hoofdzaak economische) druk te staan om zijn oordeel in een bepaalde richting te sturen.

Dit wetsvoorstel wil aan deze bekommernissen tegemoetkomen. De degelijkheid van het medisch handelen moet enerzijds worden gewaarborgd op basis van de bijkomende scholing en ervaring en anderzijds via de erkenning van de controlearts door een onafhankelijke erkenningscommissie, die uitmondt in een toelating afgeleverd door de minister van Tewerkstelling en Arbeid.

Medische controle — in de ruime zin van het woord — kan dus enkel door erkende geneesheren beoefend worden. Die erkenning weerspiegelt ook reeds een stuk garantie van onafhankelijkheid, die verder gewaarborgd moet zijn ten aanzien van con-

mes de contrôle. Il faut pour commencer que ceux-ci soient eux-mêmes agréés. Ils doivent, pour pouvoir obtenir leur agrément, promettre de respecter l'indépendance des médecins-contrôleurs qu'ils chargent du contrôle médical. S'ils ne la respectent pas, leur agrément doit immédiatement leur être retiré. Il est prévu ensuite que l'on ne peut, en principe, licencier le médecin-contrôleur que pour des raisons qui ont trait à sa personne (par exemple pour des raisons d'inaptitude) ou pour des raisons organisationnelles propres à l'organisme de contrôle. Celui-ci devra prouver la véracité des raisons invoquées et obtenir, en l'espèce, l'accord de la commission d'agrément en la matière.

À notre avis, l'on garantit de cette façon une indépendance maximale. Il apparaîtra clairement, à la lecture de certaines dispositions, que nous nous inspirons aussi, à cet égard, de la loi du 28 décembre 1977 garantissant la protection des médecins du travail.

La grande majorité des quelque 2 000 médecins-contrôleurs, 95 % d'entre eux plus précisément, effectuent des contrôles médicaux à temps partiel. Quasi tous les médecins-contrôleurs sont des généralistes. L'objectif n'est pas le contrôle médical à temps plein, mais un emploi de médecin-contrôleur à temps plein reste possible.

Le contrôle médical présente bien entendu aussi un intérêt économique, mais ce n'est pas cela qui prime en la matière. En prenant comme point de départ les chiffres de l'emploi en 1987 (soit 2 972 693 travailleurs salariés) et un prix de revient de 2 000 francs par jour en guise de salaire et de charges sociales (ce qui est un montant quelque peu sous-estimé) sur une année qui compterait 250 jours de travail, on constate qu'un absentéisme d'1 % sur base annuelle correspond à une perte de 14,8 milliards de francs, tandis qu'un absentéisme de 5 % sur base annuelle nous coûte 74 milliards de francs. Dans cette optique aussi, le contrôle est donc important.

Les arguments précités constituent autant de raisons d'élaborer, pour le médecin-contrôleur, un statut à part entière et bénéfique, à la fois, aux employeurs, aux travailleurs et à l'ensemble de la collectivité.

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### 1. Champ d'application

Conformément à son article 2, la loi proposée concerne le contrôle médical, d'une part, et les médecins-contrôleurs et les organismes de contrôle, d'autre part. Les contrôles médicaux en question sont des contrôles rendus obligatoires ou possibles par une loi ou un règlement.

troleorganisaties. Vooreerst moeten deze organisaties zelf een erkenning krijgen. Eén van de voorwaarden daarbij is dat zij de onafhankelijkheid van de controleartsen, die zij met de medische controle belasten, zullen eerbiedigen. Indien dit niet gebeurt, moet hun erkenning onmiddellijk worden ingetrokken. Vervolgens wordt gesteld dat de controlearts in beginsel enkel kan worden ontslagen om redenen eigen aan hemzelf (zoals ongeschiktheid) of omwille van organisatorische redenen in hoofde van de controleonderneming. De controleorganisatie zal die redenen moeten bewijzen en bovendien de instemming ter zake van de erkenningscommissie moeten bekomen.

Op die wijze wordt ons inziens een maximale onafhankelijkheid gewaarborgd. Uit één en ander zal duidelijk blijken dat wij ons ter zake ook laten inspireren door de wet van 28 december 1977 ter bescherming van de arbeidsgeneesheren.

Van de zowat 2 000 controleartsen doen 95 % slechts deeltijds medische controles. Praktisch alle controleartsen zijn huisartsen. Het is niet de bedoeling de medische controle voltijds uit te oefenen, alhoewel een voltijdse betrekking vanzelfsprekend tot de mogelijkheden behoort.

Medische controle heeft uiteraard ook een economisch belang; nochtans primeert dit ter zake zeker niet. Wanneer we de tewerkstelling van 1987 als uitgangspunt nemen, (namelijk 2 972 693 werknemers) en een kostprijs van 2 000 frank per dag aan loon en sociale lasten (wat aan de lage kant ligt) over een werkjaar van 250 dagen inschatten, komt een absentéisme van 1 % op jaarbasis overeen met een verlies van 14,8 miljard frank. Een absentéisme van 5 % komt op jaarbasis overeen met een kostprijs van 74 miljard frank. Controle verdient dus ook vanuit deze invalshoek aandacht.

Deze argumenten vormen even zoveel redenen om een volwaardig statuut van controlearts uit te bouwen, dat zowel de werkgevers als de werknemers en meteen de ganse gemeenschap ten goede komt.

## ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

### 1. Toepassingsgebied

Overeenkomstig artikel 2 slaat deze wet op de medische controle, enerzijds, en op de controleartsen en de -organisaties, anderzijds. Het gaat om medische controles, die bij een wet of een reglement verplicht gesteld of mogelijk gemaakt worden.

L'article 3 définit certaines notions. L'on entend, par médecin-contrôleur, le médecin habilité par l'employeur à vérifier, en application de l'article 31, § 2, deuxième à quatrième alinéas, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, l'incapacité de travail dans laquelle se trouve le travailleur. Le médecin-contrôleur examine effectivement, conformément à l'article 31, si le travailleur, qui a été déclaré incapable de fournir son travail par suite de maladie ou d'accident, se trouve vraiment dans l'incapacité de travailler. Les cas en question sont les cas de maladie et d'accident de droit commun et les cas d'accident du travail et de maladie professionnelle.

Un examen médical de contrôle comporte une anamnèse, un examen clinique et, si nécessaire, des examens techniques à réaliser en concertation avec le médecin traitant, pour autant qu'ils soient indispensables au diagnostic et ne soient ni dangereux, ni pénibles.

L'on entend, par organisme de contrôle, l'entreprise dont l'activité professionnelle consiste à effectuer des contrôles médicaux à la demande de l'employeur et qui charge, pour ce faire, un ou plusieurs médecins de contrôler les travailleurs qui ont déclaré être dans l'incapacité de travailler.

L'article 4 pose clairement le principe selon lequel seuls des médecins agréés et des organismes de contrôle agréés peuvent exercer ou faire exercer des activités de contrôle. Cela signifie concrètement qu'un employeur ou son mandataire ne peuvent faire appel qu'à des médecins agréés, que seuls des médecins agréés peuvent exercer les activités de contrôle visées à l'article 2 et que seuls des organismes agréés peuvent charger des médecins agréés de vérifier l'incapacité de travailler des travailleurs.

Ces médecins et organismes doivent obtenir une autorisation du ministre de l'Emploi et du Travail, sans préjudice de l'avis favorable de la commission d'agrément, dont la composition est fixée à l'article 7. Ceux qui exercent une activité de contrôle sans disposer de l'autorisation requise sont punis conformément à l'article 13.

L'article 5 fixe les conditions à remplir pour pouvoir exercer la profession de médecin-contrôleur. Ces conditions n'appellent aucun commentaire.

À propos de la condition selon laquelle il convient d'être titulaire d'un certificat universitaire de formation complémentaire en contrôle médical, l'article 14 dispose qu'elle ne pourra être imposée qu'après que les mesures d'exécution requises en l'espèce auront été prises. Il est clair que la compétence en soi est une compétence communautarisée, puisque l'enseigne-

Artikel 3 geeft een begripsomschrijving. Onder een controlearts wordt de geneesheer bedoeld, die door een werkgever gemachtigd wordt om, met toepassing van artikel 31, § 2, tweede lid tot vierde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, de arbeidsongeschiktheid van de werknemer na te gaan. Conform artikel 31 onderzoekt de controlearts inderdaad of de werknemer, die zich ten gevolge van ziekte of ongeval werkongeschikt meldt, het werkelijk is. Het gaat daarbij zowel om ziekten en ongevallen van gemeenrecht, als om mogelijke arbeidsongevallen en beroepsziekten.

Een medische controleonderzoek bestaat uit een anamnese, een klinisch onderzoek en, zo nodig, uit technische onderzoeken, in overleg met de attesterende geneesheer, voor zover deze onderzoeken ontoegevoelig zijn voor de diagnose en niet gevaarlijk of pijnlijk zijn.

Onder controleorganisaties, omschreven in artikel 3, 2°, wordt de onderneming verstaan, die van de geneeskundige controle op aanvraag van de werkgever een beroepsactiviteit maakt en daarvoor één of meer geneesheren belast met controleactiviteiten ten aanzien van werknemers, die zich als arbeidsongeschikt hebben aangegeven.

Artikel 4 stelt duidelijk het beginsel dat enkel erkende geneesheren en erkende controleorganisaties controleactiviteiten kunnen uitvoeren of opleggen. Dit betekent in concreto dat een werkgever of diens gemandateerde zich slechts tot erkende geneesheren kunnen richten; dat enkel erkende geneesheren de controleactiviteiten bedoeld in artikel 2 kunnen uitoefenen en dat alleen erkende controleorganisaties erkende geneesheren met controle van arbeidsongeschiktheid van werknemers kunnen belasten.

Deze geneesheren en organisaties moeten een toelating bekomen van de minister van Tewerkstelling en Arbeid, in overeenstemming met het advies van de erkenningscommissie, waarvan de samenstelling in artikel 7 wordt vastgelegd. Personen, die een controleactiviteit uitoefenen zonder de vereiste toelating, worden gestraft, overeenkomstig het bepaalde in artikel 13.

Artikel 5 legt de voorwaarden vast om een toelating tot uitoefening van het beroep van controlearts te kunnen bekomen. Deze voorwaarden vergen geen toelichting.

Wat de vereiste inzake het houderschap van een academisch getuigschrift van bijkomende scholing inzake medische controle betreft, wordt in artikel 14 gesteld dat deze voorwaarde enkel kan gelden, wanneer de terzake nodige uitvoeringsmaatregelen genomen zijn. Eén en ander is duidelijk een gecommunautariseerde bevoegdheid, vermits sinds de

ment (y compris l'enseignement universitaire) relève de la compétence des communautés depuis la révision de l'article 59bis de la Constitution.

L'article 5, § 2, prévoit que l'autorisation est retirée au médecin qui ne remplit plus une desdites conditions, conformément à l'avis de la commission d'agrément qui doit l'avoir entendu. L'autorisation est bien sûr retirée automatiquement au médecin suspendu ou rayé des listes par l'Ordre des médecins auquel il est interdit d'encore exercer la médecine.

L'article 6 définit les conditions que les organismes de contrôle doivent remplir pour pouvoir être agréés et qui offriront, lorsqu'elles seront réunies, la garantie que l'activité de contrôle est placée sous une direction adéquate. À cet égard, il faudra que l'organisme de contrôle, notamment, fasse de l'activité de contrôle une activité exclusive. Par ailleurs, il faudra, conformément aux règles concernant l'agrément d'un service de médecine du travail dans le cadre de la médecine du travail et pour garantir que l'indépendance des médecins-contrôleurs sera respectée, confier la direction effective du service de contrôle médical à un médecin-contrôleur agréé.

Au cas où l'organisme de contrôle ne remplirait plus l'une desdites conditions, l'autorisation lui serait retirée temporairement ou définitivement, toujours conformément à l'avis de la commission d'agrément ayant entendu la commission de contrôle. Les agents visés à l'article 12 de la loi proposée devront également veiller au respect des conditions d'agrément et prendre, le cas échéant, les initiatives requises pour engager la procédure en retrait de l'autorisation.

L'article 7 règle la composition de la commission d'agrément. Celle-ci se compose traditionnellement de représentants de l'administration, des employeurs, des travailleurs et des associations professionnelles agréées des médecins-contrôleurs. La commission décide à la majorité simple des membres présents.

Conformément à l'article 8, la commission transmettra au ministre de l'Emploi et du Travail son avis à propos de l'agrément du médecin-contrôleur et de l'organisme de contrôle et son avis à propos du licenciement éventuel d'un médecin-contrôleur par l'organisme de contrôle, ce qui est évidemment essentiel pour que l'on puisse garantir l'indépendance du médecin-contrôleur.

L'article 9 est l'un des articles pivot de la proposition parce qu'il règle les rapports entre le médecin-contrôleur et l'organisme de contrôle. Pour prévenir tout malentendu, les rapports entre les parties sont définis dans un contrat écrit de durée indéterminée. La réponse à la question de savoir s'il faudra qualifier ce contrat de contrat de travail ou de contrat

wijziging van artikel 59bis van de Grondwet het onderwijs (ook het academische) tot de bevoegdheid van de gemeenschappen behoort.

Artikel 5, § 2, bepaalt dat, zo de geneesheer, niet langer aan één van deze voorwaarden voldoet, de toelating ingetrokken wordt in overeenstemming met het advies van de erkenningscommissie nadat de betrokken arts is gehoord. Vanzelfsprekend vervalt de toelating automatisch, wanneer de geneesheer het recht verbeurdverklaard is de geneeskunde nog verder uit te oefenen, zoals bij schorsing of schrapping van de lijsten door de Orde van geneesheren.

Artikel 6 bevat de erkenningsvoorwaarden voor de controleorganisaties. Deze voorwaarden waarborgen een adequate leiding van de controleactiviteit. Daartoe dient de organisatie onder meer de controleactiviteit als een exclusieve activiteit voorop te stellen; conform de erkenning van een bedrijfsgeneeskundige dienst in het kader van de arbeidsgeneeskunde moet de daadwerkelijke leiding van de dienst medische controle toevertrouwd worden aan een erkende controlearts, zodat de verbintenis aangegaan wordt dat de onafhankelijkheid van de controleartsen geëerbiedigd wordt.

Voldoet de controleorganisatie niet langer aan één der voorwaarden, dan wordt de toelating tijdelijk of definitief ingetrokken, eens te meer in overeenstemming met het advies van de erkenningscommissie, nadat de controleorganisatie is gehoord. De ambtenaren, bedoeld in artikel 12 van deze wet, dienen mede over één en ander te waken en zullen desgevallend de nodige initiatieven nemen om de procedure tot intrekking van de toelating op gang te brengen.

Artikel 7 regelt de samenstelling van de erkenningscommissie. Traditioneel bestaat ze uit vertegenwoordigers van de administratie, van de werkgevers en van de werknemers alsmede van de erkende beroepsverenigingen van de controleartsen. De commissie beslist met gewone meerderheid van stemmen van de aanwezige leden.

Overeenkomstig artikel 8 zal de commissie de minister van Tewerkstelling en Arbeid van advies dienen inzake de toelating tot erkenning van controlearts en controleorganisatie, en ook — en dit is vanzelfsprekend van het hoogste belang met het oog op de onafhankelijkheid van de controlearts — in verband met een mogelijk ontslag van een controlearts door de controleorganisatie.

Artikel 9 is één van de scharnierartikelen omdat het de verhouding tussen de controlearts en controleorganisatie regelt. Teneinde elk misverstand te vermijden wordt de verhouding tussen partijen vastgelegd in een schriftelijke overeenkomst van onbepaalde duur. Of dit contract als een arbeidsovereenkomst dan wel als een aannemingsovereenkomst

d'entreprise dépendra de la nature des rapports qu'il y aura effectivement entre les parties et du contenu du contrat. À cet égard, le critère de «lien de subordination» sera bien entendu déterminant. Une période d'essai maximale d'un an peut être prévue. Il y a lieu, pour qu'elle soit valable, de la définir par écrit. Sans cela, l'on considérera qu'il n'y a pas eu de période d'essai et l'on appliquera immédiatement les règles du contrat de durée indéterminée qui garantit en quelque sorte la stabilité de l'emploi. L'on peut mettre fin à la période d'essai, moyennant un préavis d'un mois, notifié conformément aux dispositions du deuxième au quatrième alinéa de l'article 37 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. La procédure envisagée est la procédure normale de résiliation par lettre recommandée à la poste.

Il est établi clairement que les clauses de non-concurrence interdisant ou limitant l'activité concurrentielle (loyale) du médecin-contrôleur après la résiliation du contrat sont nulles et non avenues.

L'on a prévu, pour garantir l'indépendance du médecin-contrôleur, que l'organisme de contrôle ne peut résilier le contrat unilatéralement qu'avec l'accord de la commission d'agrément. De plus, l'on ne pourra mettre fin au contrat que pour des raisons d'ordre personnel ayant un rapport avec les capacités ou le comportement du médecin-contrôleur ou lorsque le licenciement s'imposera pour le bon fonctionnement de l'organisme de contrôle, par exemple en cas de restructuration, de diminution de ses activités, etc. Selon la procédure prévue, l'organisme de contrôle doit, avant de licencier le médecin-contrôleur, lui communiquer les raisons qui motiveraient sa décision et communiquer celles-ci à la commission d'agrément au cas où le médecin-contrôleur ne serait pas d'accord sur l'un ou l'autre point. Par licenciement, il faut entendre non seulement le licenciement formel, mais aussi toute modification inhabituelle des missions assignées.

Comme prévu, l'organisme de contrôle ne pourra procéder au licenciement qu'avec l'accord de la commission d'agrément: l'avis de celle-ci aura donc force obligatoire. Si l'organisation de contrôle passe outre à cet avis, elle doit payer une indemnité égale à la rémunération de deux années. L'indemnité est calculée sur la base de la rémunération moyenne que le médecin-contrôleur a perçue au cours des deux dernières années. Lorsque le médecin-contrôleur n'a pas encore deux années de service, la moyenne est calculée sur la base des mois au cours desquels il a réellement travaillé, éventuellement sur la base des stipulations du contrat.

Si la commission d'agrément ne se prononce pas dans le délai prévu de deux mois, l'organisme de contrôle peut s'adresser au pouvoir judiciaire. On

wordt gekwalificeerd, zal afhangen van de feitelijke verhouding tussen partijen en de inhoud van de overeenkomst. Vanzelfsprekend zal het criterium «ondergeschikt verband» richtinggevend zijn. Een proefperiode van maximum één jaar is mogelijk. Deze wordt als een essentiële voorwaarde voor de geldigheid schriftelijk vastgelegd. Zonder geschrift is er geen proefperiode en gelden onmiddellijk de regelen inzake vastheid van betrekking. De proef kan worden beëindigd, mits een opzeggingstermijn van één maand, waarvan kennis wordt gegeven overeenkomstig het bepaalde in artikel 37, tweede tot vierde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. Het betreft de normale wijze van opzegging, bij aangetekend schrijven.

Duidelijk wordt gesteld dat concurrentiebedingen, die de (eerlijke) concurrerende activiteit van de controlearts, na het einde van de overeenkomst met de controleorganisatie, zouden verbieden of eventueel aan banden leggen, nietig en dus onbestaande zijn.

De mogelijkheid dat de controleorganisatie de overeenkomst eenzijdig opzegt, wordt, met het oog op de onafhankelijkheid van de controlearts, afhankelijk gesteld van de instemming van de erkenningscommissie. De overeenkomst kan bovendien alleen worden beëindigd, wanneer er persoonlijke redenen bestaan, die verband houden met de geschiktheid en het gedrag van de controlearts, of wanneer een ontslag voortvloeit uit noodwendigheden inzake de werking van de controleorganisaties, zoals herstructurering, vermindering van activiteit, en dergelijke. De procedure voorziet erin dat de controleorganisatie, vooraleer tot ontslag over te gaan, deze redenen, die het ontslag zouden kunnen rechtvaardigen aan de controlearts dient mede te delen en aan de erkenningscommissie moet doorzenden indien de controlearts met één en ander niet instemt. Onder ontslag dient niet alleen het formeel ontslag, maar ook een ongewone verandering in de opdrachten begrepen te worden.

Zoals gesteld, mag de controleorganisatie slechts overgaan tot ontslag indien de erkenningscommissie daarmee instemt: het gaat dus om een bindend advies. Als sanctie wordt een schadevergoeding, gelijk aan twee jaar vergoeding vooropgesteld. Ze wordt berekend met inachtneming van de gemiddelde vergoeding, die de controlearts de twee voorgaande jaren toegekend werd. Is de controlearts nog geen twee jaar in dienst, dan wordt het gemiddelde berekend op basis van de effectieve dienstmaanden, eventueel op basis van wat in de overeenkomst was bepaald.

Indien de erkenningscommissie zich niet uitspreekt binnen de gestelde periode van twee maanden, mag de organisatie zich tot de rechterlijke

trouve une procédure similaire dans la loi du 28 décembre 1977 garantissant la protection des médecins du travail.

La même indemnité est versée lorsque l'organisme de contrôle résilie le contrat pour des motifs graves que le juge n'admet pas ou lorsque le médecin-contrôleur résilie lui-même le contrat pour des motifs graves et que le juge les admet.

## 2. Règlement des différends

Il est question, au chapitre III, des différends qui peuvent surgir entre le médecin-contrôleur et le médecin traitant.

La procédure définie à l'article 10 est la suivante. Le médecin-contrôleur confirme ou infirme l'avis du médecin traitant. En tout cas, il remet au travailleur une preuve écrite de sa décision.

Après avoir terminé son examen, le médecin-contrôleur informe l'employeur et le travailleur :

- soit, qu'il n'y a aucune incapacité de travail;
- soit, qu'il y a incapacité de travail par suite de maladie ou d'accident;
- soit, qu'il y a incapacité définitive à accomplir le travail défini dans le contrat de travail ou le travail convenu;
- soit, qu'il y a une incapacité de travail ne résultant ni d'une maladie ni d'un accident.

La dernière hypothèse se rencontre, par exemple, en cas d'accident survenu au cours d'une manifestation sportive ou à la suite d'une faute grave, au sens de l'article 52, § 3, 1<sup>o</sup>-2<sup>o</sup>, de la loi du 3 juillet 1978.

En cas d'incapacité de travail, le médecin-contrôleur informe également l'employeur et le travailleur, soit que l'incapacité de travail commence tel jour et se termine tel autre jour, soit qu'il n'est pas encore possible de fixer la date exacte à laquelle l'intéressé pourra reprendre son travail.

La décision du médecin-contrôleur commence à sortir ses effets à la date du premier examen de contrôle; elle ne peut pas avoir d'effet rétroactif, sinon en cas de fraude.

Lorsqu'un travailleur est définitivement incapable d'effectuer le travail défini dans son contrat de travail ou le travail convenu, le médecin-contrôleur le signale également au médecin du travail. Lorsqu'il ressort du contrôle médical d'un ou de plusieurs travailleurs que l'absentéisme est dû à des facteurs propres à l'entreprise, le médecin-contrôleur peut en informer le médecin du travail dans le cadre d'un rapport global.

macht wenden. Een gelijkaardige procedure vindt men terug in de wet van 28 december 1977 tot bescherming van de arbeidsgeneesheren.

Dezelfde vergoeding wordt uitbetaald, indien de controleorganisatie de overeenkomst verbreekt om dringende redenen en deze redenen door de rechter niet worden erkend of indien de controlearts de overeenkomst zelf verbreekt om dringende redenen en de rechter deze redenen wel erkent.

## 2. Geschillenregeling

In het derde hoofdstuk worden de mogelijke geschillen tussen de controlearts en de behandelende geneesheer onderzocht.

De in artikel 10 geschetste procedure verloopt als volgt. De controlearts bevestigt of betwist het advies van de behandelende geneesheer. In beide gevallen overhandigt hij de werknemer hiervan een schriftelijk bewijs.

Na het afsluiten van zijn onderzoek deelt de controlearts aan de werkgever en aan de werknemer mede dat er ofwel :

- geen arbeidsongeschiktheid is;
- arbeidsongeschiktheid is ingevolge ziekte of ongeval;
- arbeidsongeschiktheid is van definitieve aard t.a.v. het werk bepaald in de arbeidsovereenkomst of t.a.v. het overeengekomen werk;
- arbeidsongeschiktheid is, maar niet ten gevolge van ziekte of ongeval.

Deze laatste formulering wordt gebruikt, bijvoorbeeld bij sportongeval of bij zware fout, zoals bedoeld in artikel 52, § 3, 1<sup>o</sup>-2<sup>o</sup>, van de wet van 3 juli 1978.

De controlearts deelt in geval van arbeidsongeschiktheid aan de werkgever en aan de werknemer eveneens mede ofwel dat er arbeidsongeschiktheid is van deze tot gene datum, ofwel dat een juiste datum van werkhervatting nog niet bepaald kan worden.

De beslissing van de controlearts geldt vanaf de datum waarop het eerste controleonderzoek werd uitgevoerd; de beslissing kan enkel terugwerkende kracht hebben ingeval van bedrog.

De controlearts deelt ook aan de arbeidsgeneesheer mee dat een werknemer blijvend arbeidsongeschikt is voor het werk dat in zijn arbeidsovereenkomst werd bepaald of voor het overeengekomen werk. Indien uit de medische controle van één of meer werknemers blijkt dat het absentéisme veroorzaakt wordt door ondernemingsgebonden factoren, dan mag de controlearts dit, in een algemeen verslag meedelen aan de arbeidsgeneesheer.

Lorsque le médecin-contrôleur conteste le certificat délivré par le médecin traitant, il en informe immédiatement le travailleur. Le travailleur porte immédiatement la contestation à la connaissance du médecin traitant et le médecin-contrôleur adresse une lettre au médecin traitant. Il y expose la raison de sa contestation et indique à quelles dates et heures un entretien personnel ou téléphonique peut avoir lieu. Le médecin-contrôleur et le médecin traitant ont le devoir d'engager immédiatement un dialogue à propos du différend en question.

Lorsqu'ils parviennent à s'entendre au cours de leur entretien, ils s'adressent mutuellement une confirmation écrite de leur accord. Le médecin-contrôleur en informe l'employeur et le médecin traitant en informe le travailleur.

Cette décision commune reste valable, même en cas de production de nouvelles attestations, et ce, quel que soit le médecin traitant dont elles émanent, à moins que le travailleur n'ait contracté une nouvelle maladie ou n'ait été victime d'un nouvel accident.

Si le médecin-contrôleur et le médecin traitant ne parviennent pas à s'entendre au cours de leur entretien, ils en informent, respectivement, l'employeur et le travailleur.

Lorsque les deux médecins concluent qu'un accord est impossible, la contestation ne peut plus être réglée que par une sentence arbitrale, sans préjudice de la compétence des cours et tribunaux.

La sentence du médecin-arbitre est obligatoire pour toutes les parties.

Lorsque les médecins n'arrivent manifestement pas à dialoguer, le plus diligent signifie sa décision à l'autre et en informe les parties.

### 3. Dispositions transitoires et finales

Selon l'article 11, les médecins-contrôleurs qui prouvent qu'ils ont accumulé régulièrement une expérience pratique en tant que médecin-contrôleur pendant une période de cinq ans, peuvent obtenir immédiatement l'autorisation d'exercer le contrôle médical. La commission peut évidemment vérifier si les preuves fournies par lesdits médecins sont valables. L'article 12 définit les compétences des agents inspecteurs, l'article 13 les sanctions pénales, l'article 15 supprime l'article 39, § 2, dernier alinéa, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, et l'article 14 règle l'entrée en vigueur des dispositions de la loi proposée.

\*  
\* \*

Indien de controlearts het attest van de behandelende geneesheer betwist, licht hij de werknemer hierover onmiddellijk in. De werknemer brengt de attesterende geneesheer onmiddellijk van de betwisting op de hoogte. Bovendien richt de controlearts een brief aan de attesterende geneesheer. In dit schrijven geeft hij de reden van betwisting op, alsook data en uren waarop een persoonlijk of telefonisch onderhoud kan plaatsvinden. Zowel de controlearts als de attesterende geneesheer hebben de plicht onmiddellijk een mondeling onderhoud terzake tot stand te brengen.

Komen beide geneesheren tijdens dit onderhoud tot een akkoord, dan zenden zij elkaar daarvan een schriftelijke bevestiging. De controlearts informeert hierover de werkgever, de attesterende geneesheer informeert de werknemer.

Deze gezamenlijke beslissing blijft gelden, niettegenstaande de nieuwe attesten van dezelfde of van andere behandelende geneesheren, tenzij het zou gaan om een andere ziekte of een ander ongeval.

Komen beide geneesheren tijdens hun onderhoud niet tot een overeenkomst, dan deelt de controlearts dit mede aan de werkgever terwijl de attesterende geneesheer de werknemer hierover informeert.

Vanaf het ogenblik dat beide geneesheren beslissen dat er geen akkoord kan bereikt worden, kan de betwisting enkel door een scheidsrechterlijke uitspraak beslecht worden, ongeacht de bevoegdheid van hoven en rechtbanken.

De uitspraak van de geneesheer-scheidsrechter is bindend voor alle partijen.

Indien een mondeling onderhoud tussen de geneesheren kennelijk onmogelijk blijkt, betekent de meest gereede arts zijn besluit aan de andere arts, en stelt de partijen ervan in kennis.

### 3. Overgangs- en slotbepalingen

De controleartsen, die het bewijs leveren dat zij gedurende een periode van vijf jaar regelmatig praktijkervaring hebben opgedaan als controlearts (artikel 11), kunnen onmiddellijk een toelating bekomen. De commissie kan dit vanzelfsprekend controleren. De overige artikelen regelen de bevoegdheid van de inspectie, de strafsancities, de afschaffing van artikel 39, § 2, laatste lid, van de wet van 3 juli 1978 en de inwerkingtreding van de wet.

Lydia MAXIMUS.

\*  
\* \*

**PROPOSITION DE LOI****Article premier**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution, excepté son article 10 qui règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**CHAPITRE I<sup>er</sup>****Champ d'application****Art. 2**

La présente loi règle le contrôle médical; elle est applicable aux médecins-contrôleurs et aux organismes de contrôle.

**Art. 3**

Pour l'application de la présente loi, l'on entend par:

1<sup>o</sup> médecin-contrôleur: le médecin qui est habilité par l'employeur à vérifier l'incapacité de travail dont souffre un travailleur par suite d'une maladie ou d'un accident;

2<sup>o</sup> organisme de contrôle: l'entreprise qui, à la demande d'un employeur ou de son mandataire, charge un ou plusieurs médecins de contrôler l'incapacité de travail dont souffre un travailleur par suite d'une maladie ou d'un accident.

**CHAPITRE II****Réglementation du contrôle médical****Art. 4**

Tout médecin-contrôleur et tout organisme de contrôle doit, pour pouvoir exercer le contrôle médical, avoir obtenu une autorisation du ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions, sans préjudice de la nécessité d'un avis favorable de la commission d'agrément, dont la composition est définie à l'article 7, et sans préjudice des dispositions de l'article 11.

**WETSVOORSTEL****Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet, met uitzondering van artikel 10 dat een aangelegenheid regelt als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

**HOOFDSTUK I****Toepassingsgebied****Art. 2**

Deze wet regelt de medische controle; zij is van toepassing op de controleartsen en de controleorganisaties.

**Art. 3**

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1<sup>o</sup> controlearts: een geneesheer, die door een werkgever gemachtigd wordt een arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval van een werknemer te controleren;

2<sup>o</sup> controleorganisatie: een onderneming, die op aanvraag van een werkgever of diens gemandateerde één of meer geneesheren opdracht geeft de arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval van werknemers te controleren.

**HOOFDSTUK II****Reglementering van de medische controle****Art. 4**

Elke controlearts en elke controleorganisatie moet voorafgaandelijk aan de uitoefening van medische controle de toelating bekomen van de minister die de Tewerkstelling en Arbeid onder zijn bevoegdheid heeft, onverminderd het gunstig advies van de erkenningscommissie, waarvan de samenstelling bepaald is in artikel 7 en onverminderd het bepaalde in artikel 11.



## Art. 5

§ 1<sup>er</sup>. Pour pouvoir exercer la fonction de médecin-contrôleur, le médecin doit remplir les conditions suivantes :

- a) être habilité à exercer la médecine;
- b) être titulaire d'un certificat universitaire de formation complémentaire en contrôle médical;
- c) avoir cinq ans d'expérience en tant que généraliste ou une pratique équivalente;
- d) suivre régulièrement des cours de recyclage organisés par les universités, les cercles de médecins ou les associations professionnelles.

§ 2. Lorsqu'un médecin-contrôleur ne remplit plus une ou plusieurs des conditions mises à l'obtention de l'autorisation, celle-ci lui est retirée temporairement ou définitivement par le ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions, conformément à l'avis de la commission d'agrément et le médecin-contrôleur concerné entendu.

## Art. 6

§ 1<sup>er</sup>. Pour pouvoir assumer les missions d'un organisme de contrôle, l'entreprise doit remplir les conditions suivantes :

- a) elle doit avoir été constituée régulièrement sous la forme d'une personne morale, dont les statuts prévoient que l'activité exclusive consiste à contrôler l'incapacité de travail dont souffrent des travailleurs par suite d'une maladie ou d'un accident;
- b) elle doit confier la direction effective du service de contrôle médical à un médecin-contrôleur qui aura à remplir la fonction de médecin-directeur et les conditions définies à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de la présente loi;
- c) elle doit s'engager à respecter l'indépendance des médecins-contrôleurs ainsi que les règles du secret professionnel;
- d) elle doit être affiliée, si elle est une personne morale étrangère sans siège social en Belgique, à un secrétariat social d'employeurs agréé.

§ 2. Lorsqu'un organisme de contrôle ne remplit plus une ou plusieurs des conditions mises à l'obtention de l'autorisation, celle-ci lui est retirée temporairement ou définitivement par le ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions, conformément à l'avis de la commission d'agrément et l'organisme de contrôle concerné entendu.

## Art. 7

La commission d'agrément se compose :

1<sup>o</sup> du directeur général de l'Administration de l'hygiène et de la médecine du travail, qui en assure la présidence;

## Art. 5

§ 1. Om als controlearts te kunnen optreden moet de geneesheer aan de volgende voorwaarden voldoen :

- a) gerechtigd zijn de geneeskunde uit te oefenen;
- b) houder zijn van een academisch getuigschrift van bijkomende scholing inzake medische controle;
- c) vijf jaar ervaring hebben als huisarts of een daarmee vergelijkbare praktijk;
- d) regelmatig bijscholing volgen, die door de universiteiten, geneesherenkringen of beroepsverenigingen worden ingericht.

§ 2. Wanneer een controlearts aan één of meer toelatingsvoorwaarden niet meer voldoet, wordt de toelating door de minister die Tewerkstelling en Arbeid onder zijn bevoegdheid heeft tijdelijk of definitief ingetrokken in overeenstemming met het advies van de erkenningscommissie en na de betrokken controlearts te hebben gehoord.

## Art. 6

§ 1. Om als controleorganisatie te kunnen optreden, dient de onderneming aan de volgende voorwaarden te voldoen :

- a) regelmatig zijn opgericht in de vorm van een rechtspersoon, waarvan de statuten voorzien in de controle van de arbeidsongeschiktheid omwille van ziekte of ongeval van werknemers, en dit als exclusieve activiteit;
- b) de daadwerkelijke leiding van de dienst controlegeneeskunde toevertrouwen aan een controlearts, die er de functie van geneesheer-directeur zal waarnemen en die voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 4, §1, van deze wet;
- c) zich ertoe verbinden de onafhankelijkheid van de controleartsen, alsmede de regelen van het beroepsgeheim na te leven;
- d) aangesloten zijn bij een erkend sociaal secretariaat van werkgevers, wanneer het gaat om een buitenlands rechtspersoon, die in België geen zetel heeft.

§ 2. Wanneer een controleorganisatie aan één of meer toelatingsvoorwaarden niet meer voldoet, wordt de toelating door de minister die Tewerkstelling en Arbeid onder zijn bevoegdheid heeft, tijdelijk of definitief ingetrokken in overeenstemming met het advies van de erkenningscommissie en na de betrokken controleorganisatie te hebben gehoord.

## Art. 7

De erkenningscommissie is samengesteld uit :

1<sup>o</sup> de directeur-generaal van de Administratie van de arbeidshygiëne en -geneeskunde, die het voorzitterschap waarneemt;

2° de trois membres désignés par les organisations représentatives des employeurs;

3° de trois membres désignés par les organisations représentatives des travailleurs;

4° de trois membres médecins-contrôleurs désignés par les associations professionnelles de médecins-contrôleurs agréés;

5° d'un médecin attaché à l'Administration de l'hygiène et de la médecine du travail, désigné par le ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions;

6° d'un fonctionnaire attaché à l'Administration de la Santé publique, désigné par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions;

7° d'un fonctionnaire n'ayant pas le droit de vote, qui est désigné par le président et qui assure le secrétariat.

Les membres visés aux 2°, 3° et 4° sont nommés par le ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions, sur la présentation de listes doubles, par les organisations visées. Un suppléant est désigné selon la même procédure pour chacun desdits membres. Leur mandat est de quatre ans et il est renouvelable.

La commission statue à la majorité simple des voix des membres présents.

#### Art. 8

La commission d'agrément conseille le ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions à propos de l'autorisation visée aux articles 4 à 6 de la présente loi et du licenciement visé en son article 9.

#### Art. 9

§ 1<sup>er</sup>. Le contrat qui doit être conclu entre un organisme de contrôle et un médecin-contrôleur concernant l'exercice du contrôle médical doit être établi par écrit et est valable pour une durée indéterminée. Il peut prévoir une période d'essai maximale d'un an. Il y a lieu, pour pouvoir mettre fin à la période d'essai, de respecter un préavis d'un mois. Ce préavis doit être signifié conformément à l'article 37, deuxième et troisième alinéas, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. Toute clause de non-concurrence relative à l'activité de contrôle après la résiliation du contrat est nulle et non avenue.

L'organisme de contrôle ne peut résilier le contrat qu'en se conformant à l'avis de la commission d'agrément.

§ 2. L'organisme de contrôle ne peut résilier le contrat que s'il y a des raisons urgentes de le faire ou des raisons ayant un rapport avec les capacités ou le comportement du médecin-contrôleur, ou lorsque le

2° drie leden, voorgedragen door de representatieve werkgeversorganisaties;

3° drie leden, voorgedragen door de representatieve werknemersorganisaties;

4° drie leden controleartsen, voorgedragen door de erkende beroepsverenigingen van controleartsen;

5° één arts, verbonden aan de Administratie van de arbeidshygiëne en -geneeskunde, aangewezen door de minister die Tewerkstelling en Arbeid onder zijn bevoegdheid heeft;

6° één ambtenaar, verbonden aan het Bestuur van de Volksgezondheid, aangewezen door de minister die Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft;

7° één ambtenaar, zonder stemrecht, aangewezen door de voorzitter, die het secretariaat waarneemt.

De leden sub 2° tot en met 4° worden benoemd door de minister die Tewerkstelling en Arbeid onder zijn bevoegdheid heeft op voorlegging door bedoelde organisaties van dubbele voordrachtlijsten. Voor elk van deze leden wordt volgens dezelfde procedure een plaatsvervanger aangewezen. Hun mandaat duurt vier jaar en kan worden hernieuwd.

De commissie beslist met gewone meerderheid van stemmen van de aanwezige leden.

#### Art. 8

De erkenningscommissie adviseert de minister die Tewerkstelling en Arbeid onder zijn bevoegdheid heeft inzake de toelating, bedoeld in de artikelen 4 tot 6, en inzake het ontslag, bedoeld in artikel 9 van deze wet.

#### Art. 9

§ 1. De overeenkomst tussen een controleorganisatie en een controlearts betreffende de uitoefening van de medische controle dient schriftelijk te worden gesteld en geldt voor onbepaalde tijd. Deze overeenkomst kan een proefperiode bevatten van maximum één jaar. De proef kan worden beëindigd mits inachtneming van een opzeggingstermijn van één maand. Die opzegging dient gegeven overeenkomstig artikel 37, tweede en vierde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. Een concurrentiebeding, dat betrekking heeft op controleactiviteit na het einde van de overeenkomst, is nietig.

De overeenkomst kan door de controleorganisaties alleen worden beëindigd in overeenstemming met het advies van de erkenningscommissie.

§ 2. De overeenkomst kan door de controleorganisaties alleen worden beëindigd om dringende redenen of wanneer er redenen zijn, die verband houden met de geschiktheid of het gedrag van de contro-

licenciement s'imposera pour le bon fonctionnement de l'organisme de contrôle. En cas de résiliation du contrat, les dispositions de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail sont applicables. Un organisme de contrôle qui envisage de résilier le contrat qui le lie à un médecin-contrôleur est tenu, sauf en cas de rupture pour des raisons urgentes, de communiquer les motifs de la rupture du contrat, par écrit, au médecin-contrôleur concerné et de lui fournir la preuve de l'existence de ces motifs.

Lorsque le médecin-contrôleur refuse la résiliation formelle ou la résiliation de fait de par une modification anormale de ses missions, l'organisme de contrôle doit en informer la commission d'agrément et lui communiquer les motifs de la résiliation et la preuve de leur existence, par lettre, dont copie doit être transmise au médecin-contrôleur, en vue de demander à la commission d'agrément d'approuver par écrit la résiliation du contrat.

Lorsque la commission d'agrément n'a pris aucune décision en la matière dans les deux mois de la demande d'approbation écrite adressée à l'organisme de contrôle, elle peut adresser une requête au tribunal du travail ou au tribunal de première instance en vue de forcer l'approbation à la résiliation.

Seules les raisons signifiées par écrit au médecin-contrôleur peuvent être invoquées en la matière.

§ 3. Un organisme de contrôle qui met fin, formellement ou de fait, au contrat qui le lie à un médecin-contrôleur sans l'accord de la commission d'agrément ou du tribunal, ou qui a résilié le contrat pour des raisons urgentes que le tribunal n'a pas retenues est tenu de payer au médecin-contrôleur une indemnité égale à la rémunération normale ou aux honoraires normaux de deux années, calculés sur la base de la rémunération ou des honoraires des vingt-quatre derniers mois, sans préjudice du droit à un délai ou à une indemnité de préavis, ni du droit à une quelconque indemnité pour dommage matériel ou moral subi. Cette indemnité doit être payée également lorsque le médecin-contrôleur a mis fin lui-même à son contrat, pour des raisons urgentes reconnues comme telles par le tribunal compétent.

### CHAPITRE III

#### Règlement des différends

##### Art. 10

§ 1<sup>er</sup>. Le médecin-contrôleur confirme ou conteste l'avis du médecin traitant. Dans les deux cas, il

learts of die berusten op de noodwendigheid inzake de werking van de controleorganisaties. In geval van beëindiging van de overeenkomst geldt terzake het bepaalde in artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de individuele arbeidsovereenkomsten. Een controleorganisatie, die het voornemen heeft de overeenkomst met een controlearts te beëindigen is verplicht, met uitzondering van de verbreking ervan om dringende redenen, aan de betrokken controlearts schriftelijk de redenen van de beëindiging van de overeenkomst en het bewijs van die redenen mede te delen.

Indien de controlearts met de formele beëindiging of met de feitelijke beëindiging door een ongewone verandering in de opdrachten niet instemt, moet de controleorganisatie de erkenningscommissie op de hoogte brengen met mededeling van de redenen en het bewijs ervan, waarvan afschrift aan de controlearts, om de schriftelijke instemming van de erkenningscommissie met de beëindiging van de overeenkomst aan te vragen.

Indien de erkenningscommissie binnen een termijn van twee maanden, volgend op de aanvraag tot instemming van de controleorganisatie, geen beslissing terzake heeft genomen, kan de controleorganisatie een verzoek richten tot de arbeidsrechtbank of tot de rechtbank van eerste aanleg ten einde instemming met het ontslag te bekomen.

Daartoe komen enkel de redenen, die aan de controlearts schriftelijk werden betekend, in aanmerking.

§ 3. Een controleorganisatie, die aan de overeenkomst van een controlearts een formeel of feitelijk einde maakt zonder de instemming van de erkenningscommissie of van de rechtbank te hebben bekomen, of die de overeenkomst verbroken heeft om dringende redenen, die door de rechtbank niet worden weerhouden, is aan de controlearts een vergoeding verschuldigd ten bedrage van het normale loon of het normale honorarium over een tijdvak van twee jaar, berekend naar het loon of het honorarium van de vierentwintig voorafgaande maanden, onverminderd het recht op een opzeggingstermijn of -vergoeding en elke andere vergoeding van materiële of morele schade. Deze schadevergoeding moet eveneens betaald worden, indien de controlearts de overeenkomst zelf heeft beëindigd om dringende redenen en deze redenen door de bevoegde rechtbank worden erkend.

### HOOFDSTUK III

#### Geschillenregeling

##### Art. 10

§ 1. De controlearts bevestigt of betwist het advies van de atterende geneesheer. In beide gevallen

transmet au travailleur une preuve écrite de sa confirmation ou de sa contestation. Dès qu'il a pris une décision définitive, il informe l'employeur et le travailleur, soit qu'il est capable de travailler, soit qu'il souffre d'une incapacité de travail par suite d'une maladie, soit qu'il est définitivement incapable de fournir le travail défini dans le contrat de travail ou le travail convenu, soit qu'il souffre d'une incapacité de travail, qui n'est pas due à une maladie ou à un accident. Pour ce qui est de la durée de l'incapacité de travail, il la communique en mentionnant la date à laquelle elle commence et celle à laquelle elle prend fin ou il fait savoir qu'il n'est pas encore possible de prévoir une date exacte pour la reprise du travail par l'intéressé. Lorsque le médecin-conseil estime que l'incapacité de travail est définitive, il en avertit immédiatement le médecin du travail, pendant la durée de l'incapacité. Lorsque le médecin-contrôleur constate que l'absence du travailleur est due à des facteurs propres à l'entreprise, il peut le communiquer au médecin du travail compétent dans un rapport général. Toutes les autres constatations sont couvertes par le secret professionnel.

La décision du médecin-contrôleur vaut à partir de la date où l'examen de contrôle a été effectué; en cas de fraude, la décision a force rétroactive jusqu'au premier jour de l'incapacité.

§ 2. Le travailleur informe immédiatement le médecin traitant d'une contestation. En outre, le médecin-contrôleur entre immédiatement en contact verbal avec le médecin traitant. Il lui transmet également un rapport écrit. Ce rapport contient les constatations du médecin-contrôleur à propos de l'incapacité de travail, de l'éventuelle durée et des raisons de celle-ci, mentionne les jours et heures auxquels le médecin-contrôleur peut être joint, et, éventuellement, les noms des médecins-arbitres qu'il propose.

Le médecin traitant doit également se mettre immédiatement en contact verbal avec le médecin-contrôleur dès qu'il a été informé de la contestation, par le travailleur ou par le médecin-conseil.

Lorsque les deux médecins parviennent à s'entendre, ils se le confirment mutuellement par écrit. En outre, le médecin-contrôleur en informe immédiatement l'employeur et le médecin traitant du travailleur.

La décision commune des deux médecins a force obligatoire pour le travailleur, même en cas de production de nouvelles attestations délivrées par le même médecin traitant ou par d'autres, à moins que l'intéressé n'ait été victime d'une autre maladie ou d'un autre accident.

overhandigt hij de werknemer hiervan een schriftelijk bewijs. Van zodra hij een definitief besluit heeft genomen deelt hij aan de werkgever én werknemer mede of de werknemer ofwel arbeidsgeschikt is, ofwel arbeidsongeschikt is ten gevolge van ziekte of ongeval, ofwel definitief arbeidsongeschikt is ten aanzien het werk bepaald in zijn arbeidsovereenkomst, of ten aanzien van het overeengekomen werk, ofwel arbeidsongeschikt is niet ten gevolge van ziekte of ongeval. In verband met de eventuele duur van arbeidsongeschiktheid deelt hij de duur mede met aanduiding van de begin en einddatum of geeft hij aan dat een juiste datum van werkhervatting nog niet kan worden bepaald. Voor de gevallen waarbij de controlearts oordeelt dat de arbeidsongeschiktheid definitief is, maakt hij dit advies ook onmiddellijk over aan de arbeidsgeneesheer, tijdens de lopende duur van de ongeschiktheid. Indien de controlearts tot de bevinding komt dat de afwezigheid van de werknemer veroorzaakt wordt door ondernemingsgebonden factoren, mag hij dit mededelen, aan de bevoegde arbeidsgeneesheer in een algemeen verslag. Alle andere vaststellingen vallen onder het beroepsgeheim.

De beslissing van de controlearts geldt vanaf de datum waarop het controleonderzoek werd uitgevoerd; in geval van bedrog heeft de beslissing een terugwerkende kracht tot en met de eerste dag van de arbeidsongeschiktheid.

§ 2. Ingeval van betwisting brengt de werknemer onmiddellijk de atterende geneesheer hiervan op de hoogte. Bovendien neemt de controlearts onmiddellijk mondeling contact op met de atterende geneesheer. Hij laat hem eveneens een schriftelijk verslag geworden. Dit verslag bevat de bevindingen van de controlearts betreffende de arbeidsongeschiktheid, de eventuele duur en de reden hiervan, de dagen en uren waarop de controlearts te bereiken is, en eventueel de namen van geneesherenscheidsrechters die hij voorstelt.

Ook de atterende geneesheer heeft de plicht onmiddellijk mondeling contact op te nemen met de controlearts van zodra hij van de betwisting in kennis is gesteld, zij het door de werknemer, zij het door de controlearts.

Indien beide geneesheren tot een vergelijk komen, sturen zij elkaar hiervan een schriftelijke bevestiging. Bovendien brengt de controlearts de werkgever en brengt de werknemer de atterende geneesheer hiervan onmiddellijk op de hoogte.

Deze gezamenlijke beslissing is bindend voor de werknemer, niettegenstaande nieuwe attesten van dezelfde of van andere behandelende geneesheren, tenzij het zou gaan om een andere ziekte of een ander ongeval.

Sans préjudice de la compétence des cours et tribunaux, les différends d'ordre médical qui surviennent entre le médecin du travailleur et le médecin habilité et rémunéré par l'employeur peuvent être réglés par la procédure arbitrale.

Cette procédure se déroule comme suit: lorsque les deux médecins maintiennent chacun leur point de vue, ils désignent immédiatement, de commun accord, un médecin-arbitre. Celui-ci est informé immédiatement de sa désignation, soit par le médecin-contrôleur, soit par le médecin traitant, à moins que l'employeur ou le travailleur n'estiment que la procédure ne doit pas être poursuivie.

Le médecin-arbitre est désigné parmi des personnes qui sont indépendantes des parties.

L'employeur et le travailleur établissent un traité d'arbitrage sous seing privé, en trois exemplaires, dont deux sont destinés aux parties et un au médecin-arbitre. Le médecin-arbitre est payé par la partie succombante, à moins que les parties n'en soient convenues autrement au préalable. Il a le droit de demander une avance à l'une ou l'autre partie.

Le médecin-arbitre procède à l'examen médical demandé et informe immédiatement, par écrit, le médecin-contrôleur et le médecin traitant, ainsi que l'employeur et le travailleur, de sa décision concernant l'incapacité de travail, en indiquant la durée éventuelle de celle-ci, conformément à l'article 10, § 1<sup>er</sup>; toutes les autres constatations sont couvertes par le secret professionnel. Il transmet au médecin traitant et au médecin-contrôleur les informations médicales qui fondent sa décision finale.

Lorsque les deux parties ne parviennent pas à s'entendre à propos de la désignation d'un médecin-arbitre, l'Office national de l'emploi en désigne un, à la demande de la partie la plus diligente, parmi les médecins qui figurent sur la liste *ad hoc* qu'il a établie.

Les frais de cette procédure, qui sont fixés forfaitairement, sur la base des taux applicables en ce qui concerne les médecins qui sont désignés par l'Office national de l'Emploi, sont à charge de la partie succombante.

La sentence du médecin-arbitre est obligatoire pour toutes les parties.

Lorsque le médecin traitant et le médecin-contrôleur ne peuvent manifestement pas se parler, le plus diligent des deux signifie sa décision à l'autre et en informe les parties.

Onverminderd de bevoegdheid van hoven en rechtbanken kunnen de geschillen van medische aard, welke rijzen tussen de geneesheer van de werknemer en de door de werkgever gemachtigde en betaalde geneesheer, bij wijze van scheidsrechterlijke procedure worden beslecht.

Deze procedure verloopt als volgt: indien beide geneesheren bij hun standpunt blijven wordt in onderling overleg onmiddellijk een geneesheer-scheidsrechter aangewezen. De geneesheer-scheidsrechter wordt onmiddellijk in kennis gesteld van zijn aanwijzing of door de controlearts, of door de attesterende geneesheer, tenzij de werkgever of de werknemer van oordeel zijn dat de procedure niet voortgezet moet worden.

De geneesheer-scheidsrechter wordt aangewezen uit personen, die onafhankelijk zijn van partijen.

De werknemer en de werkgever stellen een onderhandse arbitrageovereenkomst op in drie exemplaren, waarvan één aan elke partij en één aan de geneesheer-scheidsrechter behoort. De geneesheer-scheidsrechter wordt betaald door de verliezende partij, tenzij de partijen het vooraf anders overeenkomen. De scheidsrechter heeft het recht zich door één of beide partijen te laten provisioneren.

De geneesheer-scheidsrechter voert het gevraagd medisch onderzoek uit en brengt onmiddellijk de controlerende en de attesterende geneesheer, alsmede de werkgever en de werknemer schriftelijk op de hoogte van zijn beslissing betreffende de arbeidsongeschiktheid, met de eventuele duur, zoals bepaald in artikel 10, § 1, alle andere vaststellingen vallen onder het beroepsgeheim. Aan de attesterende geneesheer, evenals aan de controlearts, worden de medische gegevens van zijn eindbeslissing meege-deeld.

Indien geen overeenstemming kan worden bereikt over de aanduiding van geneesheer-scheidsrechter, wordt op verzoek van de meest gerede partij door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening een geneesheer gekozen op de lijst, die daartoe door deze rijksdienst werd opgesteld.

De kosten van deze laatste procedure, die forfaitair worden vastgelegd volgens de tarieven die van toepassing zijn voor de door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening aangewezen geneesheren, vallen ten laste van de verliezende partij.

De uitspraak van de geneesheer-scheidsrechter is bindend voor alle partijen.

Indien een mondeling onderhoud tussen de attesterende en controlerende geneesheer kennelijk onmogelijk is, betekent de meest gerede arts zijn besluit aan de andere arts, en stelt de partijen hiervan in kennis.

## CHAPITRE IV

## Dispositions transitoires et finales

## Art. 11

Les médecins-contrôleurs qui ont, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, une expérience pratique et régulière de cinq ans en tant que médecin-contrôleur peuvent obtenir l'autorisation de pratiquer le contrôle médical sur simple requête adressée au ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions.

## Art. 12

Les agents désignés par le Ministère de l'Emploi et du Travail contrôlent l'exécution de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Dans l'exercice de leur mission, les agents désignés peuvent :

1° pénétrer librement, à n'importe quelle heure de la journée, dans les locaux des organismes de contrôle;

2° recueillir toutes les informations qu'ils jugent utiles pour pouvoir vérifier si les dispositions légales et réglementaires sont effectivement respectées;

3° donner des avertissements, fixer le délai dans lequel le contrevenant doit se mettre en règle et dresser des procès-verbaux ayant force probante jusqu'à preuve du contraire.

Copie du procès-verbal doit être transmise sous peine de nullité, au contrevenant, dans les sept jours de la constatation.

## Art. 13

§ 1<sup>er</sup>. Sont punies d'une amende de 26 francs les personnes qui contreviennent à la disposition de l'article 4 chaque fois qu'elles empêchent l'exercice du contrôle organisé en application de la présente loi.

§ 2. L'employeur est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles sont condamnés ses préposés ou mandataires.

§ 3. L'action publique résultant de l'infraction à l'article 4 de la présente loi se prescrit par trois ans à compter du jour où a eu lieu le fait qui a donné naissance à l'action.

## HOOFDSTUK IV

## Overgangs- en slotbepalingen

## Art. 11

Bekomen een toelating tot het uitoefenen van controlegeneeskunde op eenvoudige aanvraag bij de minister die Tewerkstelling en Arbeid onder zijn bevoegdheid heeft, de controleartsen, die op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet vijf jaar regelmatige praktijkervaring als controlearts hebben.

## Art. 12

De door het ministerie van Arbeid en Tewerkstelling aangewezen ambtenaren houden toezicht op de uitvoering van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten.

De aangewezen ambtenaren mogen bij de uitoefening van hun opdracht :

1° op elk uur van de dag vrij binnentreden in de lokalen van de controleorganisaties;

2° alle inlichtingen inwinnen, die zij nodig achten om er zich van te vergewissen dat de wets- en reglementaire bepalingen werkelijk worden nageleefd;

3° waarschuwingen geven, voor de overtreder een termijn bepalen om zich in orde te stellen en processen-verbaal opmaken, die bewijskracht hebben tot het bewijs van het tegendeel.

Op straffe van nietigheid moet aan de overtreder binnen zeven dagen na de vaststelling van de overtreding, een afschrift van het proces-verbaal worden gestuurd.

## Art. 13

§ 1. Met geldboete van 26 frank worden gestraft de personen, die de bepaling van artikel 4 overtreden telkens zij het krachtens deze wet georganiseerd toezicht verhinderen.

§ 2. De werkgever is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers worden veroordeeld.

§ 3. De strafvordering wegens overtreding van artikel 4 van deze wet verjaart na verloop van drie jaren na het feit waaruit de vordering ontstaan is.

## Art. 14

§ 1<sup>er</sup>. La présente loi entre en vigueur un an après sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de ses articles 2, 3, 7, 8 et 11, qui entrent en vigueur immédiatement.

§ 2. L'article 5, § 1<sup>er</sup>, *b*), entrera en vigueur dès que les mesures d'exécution nécessaires en la matière auront été prises.

## Art. 15

L'article 39, § 2, dernier alinéa, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail est abrogé.

## Art. 14

§ 1. Deze wet treedt in werking één jaar na de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 2, 3, 7, 8 en 11, die onmiddellijk in werking treden.

§ 2. Artikel 5, § 1, *b*), treedt in werking wanneer de terzake nodige uitvoeringsmaatregelen genomen zijn.

## Art. 15

Artikel 39, § 2, laatste lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, wordt opgeheven.

Lydia MAXIMUS.  
Marc OLIVIER.